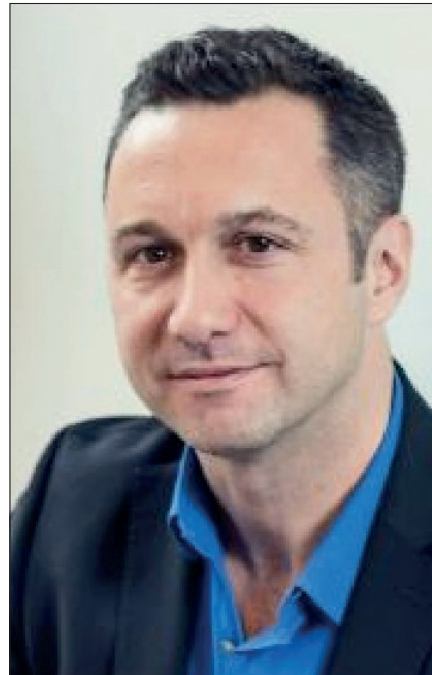


# « L'agriculture familiale n'est qu'un moment dans l'Histoire »

*Le second ouvrage des sociologues Bertrand Hervieu et François Purseigle s'intitule « Une agriculture sans agriculteurs ». Un titre provocateur qui décrit le surgissement récent de nouvelles formes d'exploitation agricole au sein de la ferme France.*



François Purseigle



Bertrand Hervieu

Photos Pascal Xiduna - Agrapresse

Après l'agriculture « patriarcale » de la Ille République, l'agriculture « conjugale » de la Révolution silencieuse, l'agriculture française entre « dans une nouvelle phase », constatent les deux chercheurs. Le phénomène doit être accompagné par les pouvoirs publics, plaident-ils, en ce qu'il correspond pour partie aux aspirations de nouvelles générations d'agriculteurs. Confrontés à une « charge mentale » et une solitude croissante. Souvent sacralisée, présentée comme une nécessité absolue », l'agriculture dite « familiale » apparaît dans ce tableau comme un simple « moment dans l'Histoire » une « contingence », extrait d'entretien.

Le travail familial y est minoritaire. Nous observons aussi des stratégies dites d'association ou de « clusterisation » dans lesquelles les agriculteurs inventent de nouvelles relations avec leurs voisins : assolements communs, projets collectifs, relations fournisseur-client. Je pense à un éleveur qui collecte du lait auprès d'agriculteurs voisins et développe sa propre marque. Les exploitations familiales gardent leur existence, mais créent autour d'elles d'autres sociétés d'autres activités dans le commerce, la transformation. Enfin, il y a la stratégie de délégation. C'est celle de l'agriculteur qui ne peut pas embaucher, ni s'associer ou tout

À titre d'exemple, dans un département comme la Gironde, il n'y a plus que 30 % du volume du travail qui est réalisé par les chefs d'exploitation, l'essentiel du travail est réalisé par des salariés embauchés directement dans les exploitations mais de plus en plus par des entreprises de prestation. C'est ce que nous entendons par une agriculture sans chef d'exploitation. Bertrand Hervieu : La sous-traitance est quand même l'évolution la plus spectaculaire ces dernières années. Elle est notamment due à l'importance des primes (Pac, NDLR) dans les filières céréalières. Est-ce que cela va se poursuivre ? En tous les cas, c'est une tendance très forte. Rappelons que la catégorie d'actif agricole dont les effectifs ont le plus augmenté ces dernières années est celle des salariés d'entreprises agricoles (ETA), alors même que le nombre d'exploitations continuait de décroître. C'est votre deuxième ouvrage ensemble après la parution de « La sociologie des mondes agricoles » (éd. Armand Colin, 2013), dans lequel vous abordez déjà la transformation du monde agricole français. Pourquoi reparler, dix ans plus tard, de ce même sujet ? Bertrand Hervieu : En travaillant sur La sociologie des mondes agricoles, nous avons été frappés par le fait que la forme familiale prise par la production agricole apparaissait de toutes parts, notamment dans les discours politiques, comme une sorte d'invariant, de nécessité absolue. Or, à cette même période, nous commençons à constater que l'agriculture familiale n'était qu'une contingence, un moment dans l'Histoire, et qu'il nous fallait regarder

de plus près d'autres formes. Et nous observons également que cette forme familiale était en crise, en raison des évolutions de la famille et du couple. C'est ce qui nous a conduits à explorer les formes non-familiales d'agriculture. François Purseigle : Dans cet ouvrage, nous avons écrit que le monde de l'agriculture conjugale s'effaçait en France. Il nous revenait d'écrire qui étaient les nouveaux acteurs de la production. Nous avons depuis mené des enquêtes, et un certain nombre de travaux et de statistiques publiques sont parus des dernières années. Il y avait une nécessité d'expliquer comment se recomposent les catégories sociales qui assurent le travail agricole. Ce sont de plus en plus souvent des salariés, des entreprises de travaux agricoles... Pour des raisons politiques, les organisations professionnelles éprouvent des difficultés à exprimer voire à accompagner certaines de ces mutations. Mais sur le terrain, nous observons que l'exercice de la production agricole n'est plus forcément le fait des seules familles, mais repose sur des agencements d'une grande complexité que les politiques et les consommateurs ont également des difficultés à percevoir et à accepter. Il s'agissait pour nous de témoigner d'une révolution indéniable, alors même que l'effacement d'une grande partie de la population des chefs d'exploitation et des actifs familiaux sera sans précédent dans les années qui viennent. Dans votre ouvrage, vous pointez un besoin d'investissements extérieurs, notamment des coopératives, pour maintenir la production face à la courbe des âges.

## — L'autonomie de l'agriculteur ne doit pas devenir une charge mentale trop lourde

Dans l'ouvrage, vous évoquez trois stratégies d'évolution des exploitations agricoles. L'une d'entre elles semble aller plus vite que les autres : la délégation aux Entreprises de travaux agricoles. François Purseigle : Nous décrivons trois stratégies, qui peuvent d'ailleurs se retrouver simultanément sur une même exploitation. Je citerai d'abord la stratégie d'intégration, celle de l'entrepreneur qui grandit en embauchant lui-même ses salariés. Ce sont des sociétés, en arboriculture et viticulture, qui prennent des allures de très grandes entreprises. Ce sont des structures où le chef d'exploitation est un manager.

simplement, qui ne souhaite plus faire les travaux lui-même. Un comportement que l'on retrouve chez les céréaliers, notamment chez les agriculteurs proches de la retraite, ou chez les éleveurs laitiers, pour les travaux des champs. Ces stratégies prendront une ampleur différente selon les filières et les régions. C'est en céréaliculture que l'on va voir se développer le plus la sous-traitance et la délégation. La prise de l'élevage dans certaines zones intermédiaires devrait probablement l'accélérer. La stratégie d'intégration de salariés est quant à elle déjà à l'œuvre en viticulture et en arboriculture.

Bertrand Hervieu : Le cas de la France a ceci d'intéressant que les outils coopératifs sont extrêmement puissants, et peuvent être vecteurs de recomposition à la fois du travail et du capital en agriculture. Ils peuvent véritablement suppléer.

Il y a convergence d'intérêt entre les repreneurs de petites et moyennes exploitations, qui peuvent trouver des investisseurs, et les coopératives qui cherchent à préserver leur sourcing. C'est d'ailleurs un mouvement déjà en cours.

François Purseigle : L'activité de production agricole ne peut plus être seulement l'affaire des familles. À l'échelle d'un territoire, si l'on veut maintenir des outils, il faudra que des acteurs de l'économie qui s'étaient interdit d'aller sur le champ de l'exploitation y aillent. Cela peut se faire de manière transitoire, pour faire monter des salariés au capital notamment au travers de nouvelles offres de services dans le champ de l'organisation du travail. Mais avec 50 % de chefs d'exploitation qui vont partir d'ici 2030, il faudra bien que le travail se fasse dans les exploitations. Oui, nous avons besoin d'autres acteurs et des acteurs jusque-là positionnés sur d'autres marchés et formes d'accompagnement, comme les coopératives, les GIE, les organisations de producteurs, les Greta, les Cuma, vont devoir se réinventer.

Les agriculteurs ont du mal à penser que l'agriculture puisse se faire sans eux. Mais attention à ne pas s'interdire de voir arriver d'autres acteurs capables de contribuer au maintien de l'activité agricole française, notamment dans le champ du financement. D'ailleurs, des dispositifs dits alternatifs dédiés à des reprises de petites fermes reposent déjà sur le recours à des capitaux extérieurs. On aura besoin de tout le monde.

Quel est l'apport de ces petites installations hors cadre, qui ont fait rebondir le nombre d'exploitations maraîchères depuis dix ans ? Vous pointez du doigt le fait qu'elles sont éphémères.

Bertrand Hervieu : Ces installations en maraîchage sont très importantes pour certains territoires, car elles contribuent à l'emploi. Ce qui est intéressant avec ces porteurs de projet, c'est d'abord qu'ils choisissent véritablement leur orientation professionnelle. Ils ne sont pas dans l'injonction. Deuxièmement, le fait qu'ils exercent ce métier pendant dix ou quinze ans nous apparaît très contemporain. Cela nous fait dire que l'exploitation familiale dans laquelle vous êtes nés, près de laquelle vous allez mourir après avoir passé la main à votre fils, est probablement un type qui va devenir minoritaire. Ce qu'il faut se mettre dans la tête, c'est que ce métier puisse devenir un métier comme un autre, que l'on n'exerce pas forcément toute sa vie. La question par contre qui se pose est bien celle de la gestion de ces nouvelles formes de mobilités sociales et professionnelles en agriculture.

François Purseigle : Nous disons, par contre, que ces formes sont fragiles et ne répondent pas toujours au besoin de leurs territoires et de certains marchés. Il y a un décalage entre ce que veulent certains porteurs de projet et ce dont ont besoin certains acteurs économiques déjà implantés dans les territoires. Ces nouveaux porteurs de projet se projettent de moins en moins dans certains types d'exploitations et dans certaines filières longues. Or, celles-ci jouent encore un rôle important dans l'économie locale. (...)

La question de l'inadéquation entre l'offre et la demande d'exploitations est plus que jamais posée, car il ne s'agira pas seulement de créer des micro-fermes qui correspondent à des attentes qu'on ne saurait nier, mais il faudra aussi consolider d'autres exploitations et les rendre attractives pour de nouveaux porteurs de projet.

Notre ouvrage intitulé Une agriculture sans agriculteur n'a pas vocation à effrayer sur la disparition de l'agriculture familiale, ce n'est pas non plus une prophétie. Il s'agit de mettre des mots sur des réalités indéniables qui, même si elles bousculent nos représentations, doivent être admises afin qu'elles puissent ouvrir la voie à de nouvelles perspectives pour les agricultures françaises.

(Mathieu Robert - Agrapresse n°3860)